

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

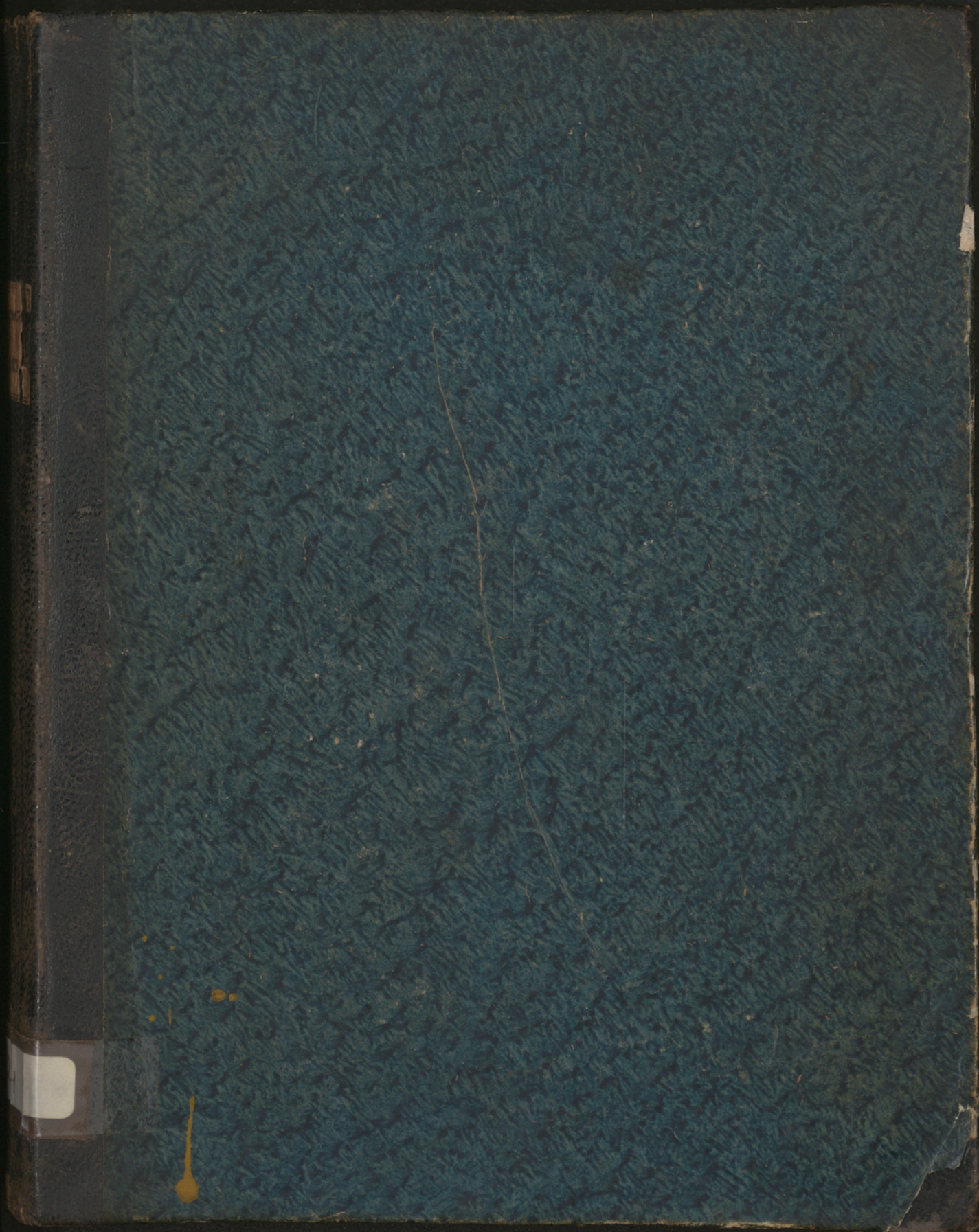
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





11b
11c

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
	Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
	Etienné, docteur en droit	3.
Bourbeau. professeur à Poitiers.	Laplace	3.
	Cabantous	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

M. M.	MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Rau. professeur à Strasbourg.	Laplace	3.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, suppt ^e à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, suppt ^e à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, suppt ^e à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
Machelard, suppt ^e à Caen.	Cauvet, idem . . .	7.	



Supplément de Paris

1^{re} liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris, de Paris, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Colinet, de Paris	4
Colinet, de Paris	4

2^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4



Supplément de Paris

M. M. Guarant, de Paris	5
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

Supplément de Paris

M. M. Guarant, de Paris	5
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

Supplément de Paris

M. M. Guarant, de Paris	5
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

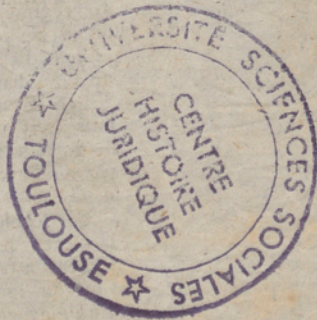
Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le règlement de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'art. 1.

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s

M. DE LAROCHEJAC

de l'enseignement.

L'ordre du jour est la

latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE F

rie d'exposer à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendem

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l

l'amendement de M.

de la discussion du c

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

classifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la

quelques arguments ne

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

un célèbre banquier e

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernement

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

THESES

Res 224/M

AD TITULUM DIGESTORUM

DE USUFRUCTU, ET QUEMADMODUM QUIS UTATUR
FRUATUR.

QUAS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJICIET, ET TUERI CONABITUR,

DEO FAVENTE ET AUSPICE DEI PARÆ,

Pro Vice-cathedrâ, in consultiſſimâ Jurium Facultate
Tolosanâ vacanti,

H. BÉZY,

IN JURE DOCTOR.

Die Julii XII, horâ post meridiem secundâ.



TOLOSÆ,

E TYPOGRAPHIA J.-M. CORNE, ADVOCATI.

M DCCC XXXVIII.

JUDICABUNT :

VV. DD. CC.

GARRISSON, Scholarum Juris Inspector generalis, in regiâ Curiâ
Tolosanâ Præses, Legionis honoris Eques, *Præses certaminis*.

DELPECH,
FERRADOU,
LAURENS,
BENECH,
A. CHAUVEAU,
Legionis honoris
Eques,

In consultissimâ
Jurium Facul-
tate Tolosanâ
Antecessores.

RESSIGEAC, Legionis honoris
Eques, in regiâ Curiâ Tolosanâ
regius Advocatus.

PECH, ejusdem
Legionis Eques,
DEJEAN,
DARNAUD,

In eâdem Curiâ
Consilarii.

ARGUMENTABUNTUR :

DD.

MASSOL,
RODIERE,
GASC,
CABANTOUS,
BRESSOLLES,
AUZIES,

Juris Doctores.

THESES

AD TITULUM DIGESTORUM

DE USUFRUCTU ET QUEMADMODUM QUIS UTATUR FRUATUR.

(LIB. VII, TIT. I.)

I. QUALIBET re, dominium non effugienti, quis *utendi* jus habere potest, ita ut nil de *fructu* ejus percipiat. Jus illud, si ad ipsius naturam spectemus, non immerito *nudus usus*, vel *usus* dicitur.

II. Ejusdem rei *fructus* percipere alteri licere potest; quod jus, cum in se plerumque *usum* habeat, *ususfructus* vel jus *utendifruendi* dictum est.

III. *Uti, frui*, in his, primo aspectu, universa rerum utilitas versari videtur; cum tamen intellectum sit, rei dominum hæc jura in aliquantò temporis ad alium transferre posse, licet res *propria* ipsius remaneret, *nuda proprietas*, sic ab *usû* et *fructû* denudata, dicta est; quæ jus *alienandi* retinet.

IV. Ex his tribus, jure scilicet *utendi, fruendi, alienandi*, consistit *dominium*, seu plena in rem potestas, quæ habet jus *abutendi*.

V. De his omnibus non hîc tractandum est; de usufructu solo; nec quidè omnia, quæ circa usumfructum versantur, principia indicanda sunt; cum hæc per totum librum VII D. explanentur, et nobis de I istius libri tantum titulo dicendum incumbat. Nihilominus per orbem amplexæ materiæ divisionem præmittemus, in variis istius divisionis partibus, de his solis quæ ad nos specialitèr attinent, locuturi.

VI. Hæc divisio : 1^o constitutio; 2^o effectus; 3^o extinctio ususfructûs.
— In limine quædam generalia circa ipsius naturam præmittenda sunt.

PRÆLIMEN.

VII. *Ususfructus* est jus alienis rebus utendi, salvâ earum substantiâ; jus in corpore, quod inter plures reos stipulandi dividi potest, sicut et obligatio illius præstandi inter hæredes rei promittendi dividitur.

SECTIO I.

De Constitutione Ususfructûs.

VIII. Hic tria veniunt indicanda: 1^o in quibus consistere possit ususfructus; 2^o à quibus constitui et adquiri; 3^o quibus modis constituatur.

§ 1. — *In quibus consistit Ususfructus.*

IX. Consistit ususfructus in rebus soli, velût prædiis, ædibus; sicut et in rebus mobilibus, sive ad utilitatem prosint, ut servi, jumenta; sive ad ornamentum, ut numismata, statuæ et imagines. — Quinimò et si rerum nullus adhuc sit usus, vel si tales sint, ut in illas plus impendamus quàm de illis adquirimus, nihilominus earum ususfructus constitui potest.

X. Cum fructuarius, *salva rerum substantiâ*, utifruï debeat, olim in his rebus quæ ipso usu consumebantur, velût vinum, oleum, frumentum, ususfructus consistere non posse existimabatur; sed utilitatis causâ senatus censuit posse etiam earum rerum usumfructum constitui; sed non verè ususfructus est, nam hæ res statim fructuarii fiunt, qui, finito usufructu, tantumdè ejus naturæ et qualitatis restituere debet aut earum æstimationem, et eo nomine ab eo cavetur. — Sed hæc omnia, ad tit. *de Usufructu earum rerum quæ us. consum.*

§ 2. — *A quibus constitui et acquiri potest Ususfructus.*

XI. Promitti et legari potest ususfructus à domino; et non solum ab eo qui *dominium* habet, verum etiam ab eo qui nudam tantum proprietate gaudet, ita ut incipiat tunc cum ad proprietatem reversus erit, à qua, in hac specie, statim iterum separatur.

Acquiritur autem generaliter cuique acquirere valenti, sive per semetipsum, sive per eas personas quas suo juri subjectas habet.

§ 3. — *Quibus modis constituitur Ususfructus.*

XII. Legari potest et stipulari ususfructus omnium bonorum, vel partis bonorum, sicut et rei singularis; praesens, vel ex die (non tamen *cum morietur fructuarius*); ad diem, aut sub conditione. Haec, si ad interna spectemus de dispositione ex qua descendit ususfructus. Nunc indicandum est quomodo jus idipsum, jus in corpore constituatur.

Constituatur ususfructus :

XIII. *Lege*, velut patri in bonis adventitiis liberorum.

XIV. *Legato*, sive legatus sit ususfructus, sive legata proprietas usufructu deducto. Antè-Justinianeis temporibus legatus tantum per vindicationem ipso jure constituebatur; per damnationem, ab haerede praestabatur.

XV. *Adjudicatione*, in judiciis familiae erciscundae et communi dividundo.

XVI. *In jure cessione*; sed modus iste antè Justinianum praesertim frequentabatur; nam cum, ex istius imperatoris constitutione, omnium rerum dominium traditione transferri potuit, ab usu recedere debuit in jure cessio, cujus tamen adhuc in usufructu constituendo quaedam utilitas superesse poterat.

XVII. *Pactis et stipulationibus*, quae, antè supradictam constitutionem, necessaria erant ad usumfructum in provincialibus praediis constituendum; utrum autem, tum antiquiori, tum recentiori tempore, ex pactis et stipulationibus jus idipsum oriretur, aut solum actio stipulanti ut illud praestaret promissor, valde in schola dubitatur.

XVIII. Res incorporeales traditionem non recipiunt, ideoque non tradi posse videtur ususfructus; nec praesertim usucapi, cum praeterea non

possideat, sed detineat tantum fructuarius. Quasi *traditio* tamen et quasi *usucapio* admissa est, ita ut tradidisse videatur qui passus est uti-
frui, et usucepisse, qui ususfructus est titulo fructuarii.

XIX. In fine notandum est, *mancipatione* non constitui usum fructum, cum adhuc in usu esset mancipatio, quia res *nec mancipi* erat, sed, mancipata proprietate detrahi, poterat. — Sicut et, recentius saltem, tradita re, retineri.

SECTIO II.

De Ususfructus effectibus.

XX. Ex constituto usufructu oriuntur fructuario commoda et obligationes, de quibus precipue dicturi sumus, cum circa haec specialiter titulus noster versetur; actiones denique fructuario et domino, ad jura utriusque servanda, competebant aut accommodabantur; unde tres in hac sectione paragraphi: 1º Fructuarii emolumenta; 2º ejusdem obligationes; 3º actiones fructuarii et proprietarii.

§ 1. — *Fructuarii emolumenta, et quid illi in modo fruendi liceat.*

XXI. Quidquid ex re oritur, quidquid inde percipitur, quaeque obventiones ejus, ad fructuarium pertinent; haec enim omnia in fructu sunt; et fructus omnes tam naturales quam industriales et civiles suos facit.

XXII. Inter naturales fructus computantur foetus pecorum, nec non lac, pilus aut lana, quos percipiendo fructuarius acquirit. — Partus ancillae non sunt in fructu. — Venandi certe et aucupandi per montes et saltus possessionis fructuario jus incumbit; sed non venatio quidem recte in fructu dicetur, nisi ex ea precipuus fundi redditus constet.

XXIII. Industriales fructus dicuntur quos cura sua fructuarius ex fundo producit, vel ex alia quolibet re usufructui subacta; quos similiter perceptione tantum fructuarius lucratur. Sic qui adhuc pendent tempore finiti ususfructus ad dominum pertinent.

Sed, in hac causa, ratio nobis habenda videtur impensarum, fructuum percipiendorum causa, erogatarum.

XXIV. Inter fructus civiles intelliguntur pensiones agrorum et

ædium, mercedes servorum locatorum, pecuniarum usuræ, quæ omnia non eodem modo videntur acquiri.

XXV. Nam, si operas locaverit servus fructuarius, et imperfecto tempore locationis, ususfructus interierit, quod superest ad proprietarium pertinebit; idemque, eâdem ratione, placet in pecuniarum usuris, pensionibus ædium aliisque similibus obventionibus, quæ quotidie acquiri dicuntur.

XXVI. Pensiones verò agrorum non aliter suas facere videtur fructuarius quàm suos fecisset ipsos agrorum fructus; itaque si, fructibus sublatis, decessit, pensionem integram hæres ejus percipiet, licet non adhuc evenierit dies quo solvenda sit.

XXVII. Fructuarii emolumenta nullo modo minuere potest dominus. Si per eum stetit quo minus frueretur, eo nomine obligatur; planè nec amittere, nec imponere fundo servitutem, quâ deterior conditio fructuarii fiat, illi permittitur. Nudam verò proprietatem obligare potest, integro manente usufructu.

XXVIII. Fructuarius vel ipse frui eâ re, vel alii fruendam concedere, vel locare, vel vendere, etiâ invito domino, potest. — Potest etiâ conductorem repellere, si exceptum fuerit, aut pensiones agrorum antea locatorum sibi specialiter dominus servaverit.

XXIX. Hæc generalia sunt fructuarii commoda. Nunc videndum est quæ sint in quibusdam singularibus speciebus, et quid in iisdem speciebus, illi in modo fruendi liceat.

XXX. Ædium usufructu legato, impensas voluptatis causâ, ad domûs ornatum facere potest fructuarius, lumina immittere; sed generaliter quod recepit detrahere non potest, quamvis melius repositurus sit; nec etiâ transformare.

Locare potest, sed quasi domum, nec contra destinationem ejus.

XXXI. Fructuarius fundi, lapidicinas omnesque metalli cæterorumve fodinas, apertas exercere potest; quinimò instituere, dum non desideraturæ sint apparatus, quem non sustinere posset proprietarius, et coelum agri non corrumpant. — Servitutibus fundo acquisitis utitur.

XXXII. Silvam cæduam potest cedere fructuarius sicut et pater familias cædebat. Ex non cædua illi sumere licet in vineam.

XXXIII. Grandes arbores demortuæ fructuario cedunt, sed aliæ in locum earum substituendæ sunt; eas autem quæ vi ventorum dejectæ sunt usque ad usum suum ferre potest, non ultrà; nequè his substituere tenetur.

XXXIV. Hic notandum est, alluvionis usufructum ad fructuarium pertinere, non item insulæ in flumine juxta fundum natæ.

XXXV. Jàm diximus in fructu ancillarum partum non esse. Fructuario autèm per servum acquiritur, quidquid ex operâ suâ, aut ex re ipsius fructuarii, percipit.

Si servo legetur, aut donetur, aut si hæres servus institutus sit, legatum, donatum, aut hæreditas non alitèr fructuario adquiruntur quàm si ipsius contemplatione relicta sint.

Omnia verò quæ fructuario non acquirit servus, hæc omnia ad dominum pertinent.

Quædam sunt species in quibus haud faciliè distinguitur inter fructuarium et dominum cuinam adquiratur. Varias ambagines quæ ex variis speciebus oriri possunt disertè tractat. *Ulpianus*, L. 25, h. t.

XXXVI. Deniquè rebus quibusve pro earum indole et destinatione fructuarius utitur, sic nave ad navigandum; et ità uti debet ne abutatur, vel suâ feritate aut sævitiâ quid corrumpat.

§ 2. — *Fructuarii obligationes, et onera, et quid illi in modo fruendi non liceat.*

XXXVII. Fructuarius antè omnia cavere debet: *se boni viri arbitratu fruiturum; et, cum ususfructus ad eum pertinere desinet, restitutum quod indè extabit*; nec priùs quàm satisdederit, illi danda est actio. Hoc generaliter in omni usufructu admittitur. — Prætereà omnia quæ ad cautionem spectant, extrà meum titulum, ad tit. IX istius libri *usufruct. quemadm. cav. videatis.*

XXXVIII. Fructuarius rebus frui debet *salvâ earum substantiâ*; causam proprietatis deteriore facere non potest, nec generalitèr res usufructui subactus ab earum destinatione avertere.

Hæc regula generalis, cujus pleræque consequentiæ in præcedenti paragrapho explanatæ sunt, nam dicere non potui quid fructuario in modo fruendi liceret, quin simul indicarem quid non liceret.

Nunc ergò propriè dicendum est de oneribus quæ fructuario incumbunt; et si quædam supradicti principii consequentiæ adhuc enucleandæ veniunt, mihi liceat, de oneribus tractanti, illas obiter indicare.

XXXIX. Qui ædibus fruitur eas reficere debet, hactenùs ut sarta tecta habeat. Modica autem refectio ad eum sola pertinet. Cæterùm si quæ vetustate corruerunt, nec ipse, nec proprietarius reficere cogitur.

XL. Fundi fructuarius rectè colere debet.

Si quæ servitus fundo imposita sit, si quid nomine cloacarîi debeatur, id sustinebit.

Illi non licet in areâ ædificium ponere; nisi quod ad fructum percipiendum necessarium sit, aut si casam custodiæ causâ ædificet. Quinimò nec inchoatum consummare potest. Præterea si quid inædificaverit, postea non tollet.

Illi etiam non licet arbores frugiferas excidere, aut villam diruere; et si voluptate fuit prædium, hortos olitorios, vel quid aliud quod ad redditum spectat, non faciet.

Seminaria, quorum fructus excerpere potest, semper parata ac renovata habere debet.

XLI. Illud præterea commune habent fructuarius fundi et ædium, quòd uterque sustineat quæ fructuum onera computantur, veluti stipendium tributum etc. vid. L. 7, § 2, L. 27, § 3. h. t.

XLII. Si in servis consistat usufructus eos sufficienter alere, vestire, eorumque valetudinem curare, debet fructuarius.

Mancipiis abuteretur, si eis contra eorum conditionem uteretur, v. g. histrionem, balneatorem faciens. Sed rudem arte instituere potest.

XLIII. Gregis vel armenti usufructu legato, ex adgnatis gregem supplere debet, in locum defunctorum aut inutilium, quæ sic suppleta ejus fiunt. Hoc onus verò redundat ad gregis aut armenti, id est universitatis, fructuarium, non ad eum cui singulorum capitum legatus est usufructus.

Obligationibus suis fructuarius liberatur, si paratus sit ab usufructu recedere.

XLIV. Finito usufructu, rem ipsam fructuarius restituet, aut quod extabit de re sinè abusû minutâ.

§ 3. — *Actiones quæ fructuario et proprietario competunt, aut accommodantur.*

XLV. Titulo VI libri VII D. (*Si ususfructus petetur vel ad alium pertinere negetur.*) specialiter præfinitur, quibus actionibus fructuarius aut nudus proprietarius a Jure civili, aut prætorio adjuventur; nobis ergò animo venire non poterat, nec venit, materiam extrâ nostram thesim tàm arduam explanare. Ne tamen vacuum in hâc thesi spatium videatur, hic præcipuas summatim, non autèm discretis sectionibus, indicare debuimus; omnes circà eas ambiguitates ad dict. tit. remittentes.

XLVI. Fructuario competit adversus omnes *actio in rem confessoria de usufructu*. — Idem prohibitus ab usufructu incepto, interdicto *uti possidetis* agere poterit; sicut et dejectus, interdicto *undè vi*.

Domino proprietatis competit *actio in rem negatoria de usufructu*.

XLVII. Hic insupèr addendum, fructuarium agere posse contra dominum, quotiescumque per dominum stat quò non fruatur aut minùs fruatur. — Contrà quemlibet, nomine damni, si servus fructuarius v. g. occisus sit, actio utilis, exemplo Aquiliæ, fructuario accommodatur. — Inter fructuarios ejusdem rei datur quasi communi dividundo judicium.

XLVIII. Proprietario competunt contrà fructuarium actiones legis Aquiliæ, servi corrupti, injuriarum, furti. Domino quoque iste tenetur interdicto *quod vi aut clam*. Denique eidem domino prætor pollicetur actionem, si fructuarius agrum non proscindit, vites non subserit, aquarum ductus corrumpi patitur.

SECTIO III.

De Ususfructûs extinctione.

XLIX. Quod initio præcedentis paragraphi dicebatur, hîc iterandum

evenit; id est, de extinctione ususfructûs me non nisi summatim locuturum, cùm hæc materia peculiaritèr extrà meum titulum tractetur. Vid. tit. IV hoc lib. D. *quibus modis ususfructus vel usus amittitur*.

Ne in universum inutiles essent proprietates placuit certis modis extinguï usumfructum; ideòque extinguitur :

L. *Morte fructuarii*. Sed si municipibus jus utendi fruendi concessum sit ultrà centesimum annum illis non datur actio.

Ususfructus quem pater per filium familias adquisivit, morte patris, superstite filio, non perimitur; apud eum enim remanet.

LI. *Maximâ vel mediâ capitis deminutione*. Sed hoc ex Justinianeâ constitutione; præcedentibus enim temporibus minimâ quidem etiàm adimebatur.

In eâ quoque specie durat ususfructus patri per filium acquisitus, si, patri capite minuto, filius supervixerit, qui tunc usumfructum loco patris nanciscitur.

LII. *Eveniente die, vel conditione* sub quâ ususfructus constitutus est.

LIII. *Consolidatione*; id est si persona fructuarii et domini proprietatis, in eodem capite conveniant.

LIV. *Non utendo* per modum præfinitum, et intrà tempus quo non utendo amitteretur dominium.

Utitur, non solum qui per se, sed etiàm per alium nomine suo, veluti locatorem, donatarium, negotiorum gestorem, utitur. Quinimò qui pretio fruitur principali re frui videtur; ideòque usumfructum retineo etiamsi non utatur ille cui vendidi.

Fructuarius, servi fugitivi usumfructum non amittit, licèt non utatur.

LV. *Interitu rei ipsius* in quâ ususfructus consistebat. Sic, ædificii usufructu legato, intercidit ususfructus si totum ædificium dirutum sit; nec in areâ durat. Sed, si in areâ quis ædificaverit intrà tempus quo ususfructus perit, restituetur.

LVI. In fine notandum est, usumfructum non incipere, cùm res in quâ consistere debuisset, in eâ causâ devenerit, quæ usumfructum pemittebat inceptum. Vid. L. 33 pr. h. t.

QUESTIONES PRÆCIPUÆ.

I.

Jus idipsum utendi fruendi constituitur-ne directò pactionibus et stipulationibus? — Negativa magis placet.

II.

Ferarum in vivariis inclusarum foetus cedunt-ne fructuario? — Cedunt, dummodò in locum demortuarum submittat.

III.

Fructuario adquiruntur-ne pensiones agrorum pro ratâ temporis quo extitit ususfructus? — Negativè respondeo.

IV.

Licet-ne fructuario fundi palum vendere et arundines quibus in fundo utebatur paterfamilias? — Non licet.

V.

Potest-ne fructuarius vendere arbores vi ventorum evulsas? — Non potest.

VI.

Inter fructuarium et proprietarium est-ne habenda ratio impensarum, fructuum percipiendorum causâ, erogatarum? — Habendam placet.

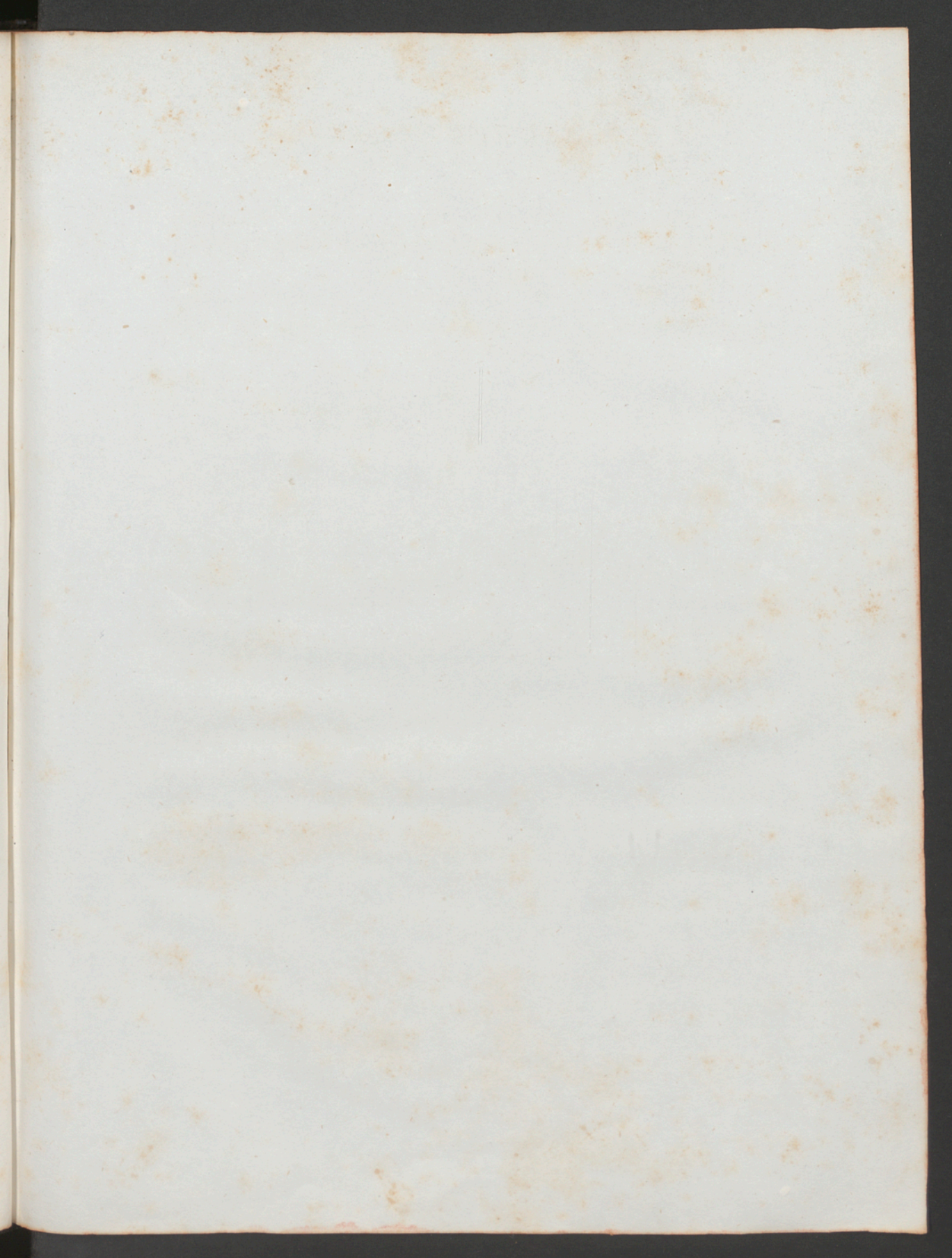
VII.

In jure cessione, poterat-ne apud veteres Romanos, *ex-die* aut *conditione* constitui ususfructus? — Negativam libentiùs defenderemus.

VU :

Le Président à la Cour royale, chargé provisoirement des fonctions d'Inspecteur général des écoles de Droit, Président du concours,

GARRISSON.



QUESTIONS PROPOSÉES.

I.

Les idem utendi fruendi considerentur-ne directio pactionibus et stipulationibus? — Negative magis placet.

II.

Fructus in vivariis inclusarum sicut cedunt ne fructuario? — Cedunt, dummodo in locum demortuarium submittat.

III.

Fructuario adquiruntur-ne pensiones agrorum pro rata temporis quo existit usufructus? — Negative respondetur.

IV.

Potest ne fructuario famili pabula vendere et arcedine quibus in fundo utebatur paterfamilias? — Non licet.

V.

Potest ne fructuarius vendere arceda vi venditoris pabula? — Non potest.

VI.

Inter fructuarium et proprietarium est ne habenda ratio expensarum, fructuum percipiendorum causi, erogatarum? — Habendam placet.

VII.

In pure cessione, poterat ne apud venditorem, qui de sua cessione constituit usufructus? — Negative respondetur.

VIII.

*Le Président à la Cour royale, chargé spécialement des
fonctions d'inspecteur général des écoles de Droit,
Président de l'École.*

GARRISSON.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



